

**DATE DE PUBLICATION : 20 juillet 2015**

Le gouverneur

Vu les articles L142-8 et R142-20 du *Code monétaire et financier*,

DÉCIDE

Le chef de Cabinet du gouverneur reçoit délégation de pouvoirs pour :

1. Assurer et faire assurer dans les unités placées sous son autorité le respect des prescriptions légales, réglementaires et conventionnelles dans le domaine de la durée du travail.

À ce titre il est plus particulièrement chargé :

- de veiller notamment à ce que la prestation du personnel placé sous son autorité s'inscrive dans le respect des durées maximales, quotidienne et hebdomadaire, de travail, de la législation sur les heures supplémentaires, des règles relatives au repos hebdomadaire ;
- d'établir ou de faire établir à cette fin toutes directives et consignes appropriées et de s'assurer de leur respect.

Il lui appartient d'établir et de conclure tout accord local en matière de durée du travail ainsi que les conventions individuelles de forfait en jours travaillés pour les cadres supérieurs et autonomes du Cabinet du gouverneur.

2. Veiller dans les locaux affectés au Cabinet du gouverneur :

- à la mise en œuvre effective et au respect des règles, mesures et consignes applicables en matière d'hygiène, de sécurité, de protection et de salubrité qui lui ont été communiquées ;
- à l'affichage sur les emplacements de travail, lorsque cela est nécessaire, des consignes de sécurité propres à chaque appareil ou poste de travail ;
- à la conformité à la réglementation des équipements et des matériels dont la commande lui appartient, et lorsqu'il dispose d'un budget à cet effet, au maintien en état de fonctionnement des équipements et matériels utilisés par le personnel placé sous son autorité.

3. Passer et conclure tous marchés d'un montant égal ou inférieur à 90 000 euros hors taxes, relatifs à l'activité du Cabinet du gouverneur et des autres unités placées sous son autorité.

Le chef de Cabinet du gouverneur peut subdéléguer les pouvoirs qui lui sont délégués par la présente décision aux agents du personnel des cadres du Cabinet et des autres unités placées sous son autorité.

Fait à Paris, le 20 juillet 2015

Christian NOYER